Nadia TAHIR, *Argentine. Mémoires de la dictature*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Des Amériques, 2015,
264 pages

Magdalena Schelotto

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10208>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10208

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 324-325

ISBN : 9782814302716

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Magdalena Schelotto, « Nadia TAHIR, *Argentine. Mémoires de la dictature* », *Questions de communication* [En ligne], 28 | 2015, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10208> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10208>

Nadia TAHIR, Argentine. *Mémoires de la dictature*
Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Des Amériques, 2015, 264 pages

Maître de conférences à l'université de Caen – Normandie, Nadia Tahir propose une analyse qui a pour contexte historique trois décennies d'histoire argentine, de 1976 à 2007. L'ouvrage résulte de la réécriture de sa thèse de doctorat en études romanes (Espagnol) soutenue à l'université Paris-Sorbonne.

L'auteure propose une étude de sept associations de victimes créées à l'issue de la dernière dictature argentine (1976-1983) dont six sont des associations de proches de disparus : Familiares de desaparecidos y detenidos por razones políticas, l'Association des Mères de la place de Mai, les Mères de la place de Mai-Ligne fondatrice, les Grand-mères de la place de Mai, Hijos e Hijas por la Identidad contra el Olvido y el Silencio (HIJOS) et Herman@s. La septième, l'Association d'ex-détenus disparus, est un collectif de survivants des centres clandestins de détention. L'objectif est d'analyser ces collectifs depuis leur création à travers leur construction discursive et les actions mises en œuvre par chacun pour évaluer leur évolution individuelle et comment ils se définissent, tout en cherchant aussi à comprendre leurs interactions et l'importance de leurs relations avec le gouvernement en place pour voir leur poids réel dans la construction d'une mémoire collective sur le passé dictatorial en Argentine. C'est notamment ces deux derniers aspects qui intéressent particulièrement Nadia Tahir.

Par rapport aux travaux qui évoquent ces organisations et auxquels l'auteure fait référence, l'originalité de l'entreprise tient au fait qu'elle prend en compte ces collectifs non comme on les connaît généralement, en tant qu'organisations de défense des droits de l'homme, mais en tant qu'associations de victimes. Cette désignation de « victime » est à différencier en même temps d'une troisième catégorie, celle des collectifs de « personnes affectées ». Ce faisant, Nadia Tahir conduit un travail sur l'évolution et les implications de chacun de ces concepts lui permettant de montrer que le statut de victime évolue dans le discours des associations et de la société argentine, selon le contexte historique, la volonté politique et la place prise par ces collectifs dans l'espace public. Pour cela, dans une approche qui reconstruit la période de manière chronologique, elle s'appuie beaucoup sur des entretiens issus de ses séjours sur le terrain en Argentine. Consciente de dialoguer avec des acteurs « sur-enquêtés » et dont « les dires sont donc mesurés » (p. 19), Nadia Tahir associe cela à un

travail minutieux de recherche de publications et de déclarations d'époque.

L'ouvrage est divisé en trois grandes sections organisées en six chapitres. Dans l'introduction (pp. 13-20) Nadia Tahir explicite sa problématique, les difficultés rencontrées lors de la recherche et justifie l'organisation chronologique de l'ouvrage. La première partie est composée de deux chapitres. Le premier (pp. 23-66) présente un contexte historique qui ne se restreint pas seulement à la période dictatoriale, mais qui aborde le phénomène de la violence croissante en Argentine depuis les années 50, allant des organisations armées jusqu'à la répression « péroniste ». Ceci lui permet d'affirmer la présence de la violence au centre de l'action politique où le coup d'État se présente comme une tradition du jeu politique. Puis, la violence devient un système de répression bureaucratisé, c'est-à-dire, du terrorisme d'État à l'aide de centres clandestins de détention et de torture, de la disparition forcée de personnes et de la création rhétorique de l'ennemi sous la figure du subversif. L'auteure présente ensuite les organisations liées au « mouvement des droits de l'homme », « acteur fondamental de la société pendant la dictature et plus particulièrement à la fin » (p. 51). Des cinq organisations nommées, Nadia Tahir signale que quatre d'entre elles se sont créées avant le coup d'État, mais qu'elles se construisent sur la base de la lutte contre les crimes commis par la dictature.

Dans le deuxième chapitre (pp. 67-101), Nadia Tahir présente les associations de proches de disparus. Elle montre que les associations de défense des droits de l'homme sont à l'origine de la création de ces collectifs car, dépassées par les événements, elles encouragent les familles à se réunir entre elles. C'est justement ce lien de parenté entre membres et disparus qui les légitime. Néanmoins, l'auteure remarque une grande hétérogénéité qui se développe à partir de 1983. Ainsi aborde-t-elle Familiares de desaparecidos y detenidos por razones políticas, les Mères de la place de Mai et les Grand-mères de la place de Mai. L'approche évoque les défis que supposent l'origine sociale et les professions des membres dans la configuration des organisations. Nadia Tahir se demande aussi sous quel statut elles se présentent, quels sont leurs modes d'action, à qui elles adressent leurs messages et leurs revendications respectives. Ces éléments permettent de définir plus clairement la construction discursive de la figure du disparu que ces organisations portent face aux discours étatiques. Ceci constitue un des concepts clés de son analyse. Et elle montre comment les démarches des proches à l'étranger finissent par se répercuter dans l'obtention du ralliement de la société argentine à leur cause.

La deuxième partie de l'ouvrage développe cette construction discursive pour la période comprise entre le retour à la démocratie et l'année 2003. Le troisième chapitre (pp. 105-136) se concentre sur l'évolution de la figure du disparu dans le contexte des lois adoptées par le premier gouvernement post-dictatorial et comment le parcours des différentes organisations et leur interaction furent déterminants. Dans ce contexte, d'autres statuts tels celui de l'ancien détenu-disparu et du témoin leurs rôles se configurer dans la construction du passé récent. Ainsi, dans le chapitre IV (pp. 137-190), Nadia Tahir souligne-t-elle un contexte (1986-2003) de limitation drastique des actions des associations et de perte du soutien de la société dans laquelle la figure du disparu ne cesse d'évoluer en partie grâce à l'apparition de l'association *hijos* en 1995 ou à celle d'*Herman@s* en 2002. La demande de justice laisse place à la lutte contre l'impunité. L'auteure dévoile comment, derrière cette évolution discursive, existe aussi un classement des victimes plus au moins explicite. Puis, certaines organisations mettent en relation le combat mené contre les violations actuelles des droits de l'homme (d'un pays en pleine crise institutionnelle) avec les luttes des disparus.

C'est à l'évolution du rapport entre associations et politiques étatiques dans la période 2003-2007 que Nadia Tahir consacre la troisième partie. Pour synthétiser, le chapitre V (pp. 193-220) analyse de près le rapprochement des associations du président Nestor Kirchner élu en 2003. En effet, ce dernier reprend une partie de ces discours et change le mode d'application de la justice et du devoir de mémoire. Ceci entraîne des enjeux pour les associations de victimes dont certaines, pour la première fois, s'afficheront aux côtés d'un président et non pas dans l'opposition claire. Le chapitre VI (pp. 221-248) relève comment le rapprochement de Nestor Kirchner avec les associations se fait en respectant l'échelle du degré de victime et de ses discours. L'auteure signale la réaffirmation d'une hétérogénéité déjà présente. Analyser comment chaque organisation se positionne face à un gouvernement qui choisit de traiter le passé récent autrement permet à Nadia Tahir de mettre au jour plus clairement le rôle occupé par chacune d'entre elles, « s'affirmant comme des associations de victimes, même si les luttes pour la défense des droits de l'homme constituent toujours un aspect de leurs constructions discursives » (p. 222). Bien que les organisations aient en commun le même langage des droits de l'homme, on peut constater leur différent degré d'engagement vis-à-vis du gouvernement. De

ce fait, « la mise en place de politiques favorables à leurs réclamations creuse les différences » (p. 225).

Au fil de son analyse, Nadia Tahir met en évidence l'évolution chronologique et le développement discursif des associations. Elle livre une réflexion conceptuelle sur la manière de nommer ces collectifs et sur le rapport que les associations de victimes entretiennent avec les gouvernements qui se succèdent depuis le retour démocratique jusqu'à 2007. D'abord, le fait que les associations de victimes aient été placées dans le « mouvement des droits de l'homme », obligeant ce dernier à centrer son action sur les conséquences de la répression dictatorial. Ensuite, Nadia Tahir opère une révision conceptuelle de la catégorie « association de victimes », vérifiant si elle peut s'appliquer aux sept collectifs étudiés, car on constate que les collectifs n'utilisent pas le terme *victime* pour parler d'eux-mêmes. Même si, parfois, on risque de se perdre à face à la diversité des acteurs et la complexité apportée par l'étude d'une période si vaste, l'analyse montre les résultats des interactions entre les différents organismes. Ceci permet de rendre visible l'évolution et la différenciation de leurs démarches, la construction de leurs propres discours et demandes ainsi que les différents degrés de visibilité et de légitimation au sein de la société argentine. Les analyses confirment également l'évolution de la figure du disparu, allant d'une image dépolitisée qui cherche le soutien large de la société jusqu'à la revendication du militantisme de gauche propre aux années 60-70, demeurant comme la figure de la « victime » par excellence. Enfin, on aborde le rapport de ces associations à l'actualité en tant qu'acteurs majeurs de la sphère publique argentine. Malgré tout, le rapport au pouvoir politique reste un sujet de tension même si, pour les nouvelles générations, celui-ci n'est pas forcément un adversaire.

L'ouvrage de Nadia Tahir aborde avec courage la définition théorique du concept de victime tout au long du processus de construction mémorielle du passé de la dictature argentine qui permet de comprendre la complexité des organisations de victimes dans leur propre constitution, dans la recherche de légitimation sociale et dans leurs rapports avec les autres associations et le pouvoir. Loin d'être simpliste, ce livre comporte aussi les repères historiques et théoriques pour mieux appréhender ces questions.

Magdalena Schelotto

Université Paris Descartes, F-75005
magdalena.schelotto@parisdescartes.fr